

# Mobilisation générale pour l'apprentissage

Politiques et grands patrons alertent pour que les 240 000 jeunes inscrits cette année trouvent un emploi.

CORINNE CAILLAUD  
@corinnecailaud

**ENTREPRISES** Sans aide, les acteurs de l'alternance tablaient sur une chute de 20 % à 40 % des offres d'apprentissage cette année en raison de la crise. Les craintes sont grandes que beaucoup de jeunes ne restent sur le carreau et s'agrègent aux étudiants fraîchement diplômés qui peinent aussi à trouver un emploi, pour constituer ce qu'on appelle déjà « une génération sacrifiée ». Le plan de soutien à cette filière – dévoilé le 4 juin dernier par l'ex-ministre du Travail, Muriel Pénicaud – a déployé tout un tas de dispositions pour limiter la casse. Les

mesures mises en œuvre, purement incitatives, prévoient une aide à l'embauche allant de 5 000 euros (pour les mineurs) à 8 000 euros (pour les plus de 18 ans). Elles sont disponibles depuis début août. Pour cette rentrée, quelque 240 000 jeunes ont déjà fait le choix d'une formation en apprentissage sur Affnetel ou Parcoursup, et doivent maintenant trouver une entreprise pour les accueillir.

Si nul ne veut, pour l'heure, se montrer alarmiste, il est dans l'esprit de chacun que le record atteint l'an dernier ne sera pas égalé, et encore moins dépassé. Avec 485 800 jeunes recrutés fin décembre 2019, l'apprentissage avait enregistré, sur douze mois,

Le sort que collective-ment nous réserverons aux jeunes dans ces temps difficiles et troublés sera un indicateur de notre réussite collective

JEAN CASTEX

une progression inédite à deux chiffres.

Une performance que n'a pas manqué de rappeler mercredi dernier le premier ministre aux 4 500 chefs d'entreprise réunis lors de LaREF, l'événement organisé par le Medef sur l'hippodrome de Longchamp. « Avec une augmentation de 16 % du nombre d'apprentis l'année dernière, l'apprentissage, et c'est un combat aussi économique que culturel, est en passe de gagner la bataille de l'image », a martelé Jean Castex. Avant de lancer un appel solennel à la mobilisation générale dans le camp patronal. « Il faut impérativement continuer dans la même voie... J'ai besoin de vous pour atteindre cet objectif vis-à-vis de

nos jeunes, cet objectif n'est pas simplement économique, il est aussi societal », a insisté le chef du gouvernement français.

## Montrer l'exemple

Signe que le premier ministre a été entendu, plusieurs dirigeants de grands groupes, parmi lesquels Patrick Pouyanné (Total), Jean-Bernard Lévy (EDF), Christophe Catoir (Adecco) ou Sophie Boissard (Korian) ont publié une tribune lundi, dans *Les Échos*, où ils s'engagent à accueillir des jeunes en alternance. En montrant ainsi l'exemple, ils invitent aussi les patrons de TPE et PME à se mobiliser, en déposant leurs offres sur la plateforme Jeunes d'avenir recrut'. La démarche est

gratuite et permet le déroulement d'entretiens d'embauche en visioconférence.

Si le confinement a mis au ralenti ou à l'arrêt de nombreux secteurs d'activité, certains qui étaient sous tension avant l'apparition de la pandémie sont repartis et pourraient vite se retrouver bloqués s'ils ne parviennent pas à former et recruter des jeunes. C'est notamment le cas dans l'énergie et l'environnement, la distribution et le commerce de gros, le transport et la logistique, selon une récente enquête réalisée par HelloWork. « L'emploi des jeunes, c'est aussi une condition majeure pour le retour à la confiance », rappelait aussi Jean Castex. ■

# L'économie de la Biélorussie sapée par la contestation

La monnaie chute et les sociétés de la tech, pépites de ce pays encore très soviétique, songent à le quitter.

ALAIN BARLUET  
@abarluet  
CORRESPONDANT À MOSCOU

**EUROPE DE L'EST** Les Biélorusses, qui étaient ce dimanche encore une centaine de milliers dans les rues de Minsk, la capitale, ne paraissent pas prêts à baisser les bras. Ils opposent leur ténacité à l'intransigeance d'Alexandre Loukachenko dont la réélection contestée, le 9 août dernier, a mis le feu aux poudres. Mais avec la contestation massive qui se prolonge, l'économie biélorusse, déjà fragile, risque le grand plongeon.

Premier signe du contrecoup économique, l'effondrement de la monnaie locale, le rouble biélorusse, et la rarefaction des euros et des dollars. Dans les banques et aux comptoirs de change, les épargnants cherchent désespérément à acheter des devises étrangères pour préserver leur capital face au rouble biélorusse qui dévisse. Au point que les gens patientent jusqu'au moment où quelqu'un vient déposer de l'argent étranger. Un cas de figure de plus en plus rare. « Tous les acteurs du marché, y compris la popu-

lation, les entreprises et les banques elles-mêmes, achètent activement des devises, ce qui aggrave considérablement la situation », souligne Vadim Iosub, analyste senior chez Alpari Eurasia, à Minsk.

Seuls les entrepreneurs disposant d'une trésorerie en devises conservent un peu de sérénité, tel ce patron français d'une entreprise construisant des maisons en bois. Sa production, exportée principalement en France, est réglée en euros.

Avec l'incertitude extrême, la monnaie nationale est au plus bas, perdant en un mois environ 10 % par rapport aux devises européennes et au dollar. Depuis le début de l'année, la glissade du rouble est impressionnante : -26 % vis-à-vis du dollar, -33 % vis-à-vis de l'euro. La semaine dernière, Alexandre Loukachenko est monté au créneau, tonnant contre « ceux qui cherchent à déstabiliser le marché », affirmant qu'il n'autoriserait pas une dévaluation. Reste que Minsk est désormais en passe de subir un doublement de sa dette extérieure globale, publique et privée, qui atteindrait 40 milliards de dollars, soit près d'un tiers du PIB, selon l'éco-



Le 19 août, à Salihorsk, dans la région de Minsk, les grévistes de mines de potasse de Belaruskali manifestent contre les résultats de l'élection présidentielle.

VASILY FEDOSSENKO/REUTERS

nomiste Leonid Zaiko, du centre d'analyses Strategia. Le défaut de paiement se profile. La menace n'est certes pas nouvelle. « Dans le passé, la Biélorussie a négocié un programme de prêt du FMI (Fonds monétaire international), mais aucun accord n'a été conclu », rappelle le journal russe *Moskovskii Komsomolets*, ajoutant que « dans les conditions actuelles, un prêt de l'UE ou du FMI semble totalement improbable ». « Seule la Russie peut sauver Loukachenko des problèmes financiers », conclut le quotidien russe.

De fait, Alexandre Loukachenko s'est tourné vers Moscou et aurait obtenu un milliard de dollars pour le refinancement de la dette biélorusse. « Les négociations sont en cours », tempérait en fin de semaine le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov. Lundi, une confirmation officielle russe, se faisait toujours attendre, tant il est vraisemblable que Moscou exige de son malcommode partenaire biélorusse des concessions politiques pour sortir de la crise.

Les graves difficultés économiques de la Biélorussie soulignent sa dépendance envers son grand

voisin. Minsk importe la moitié de ses besoins et exporte le tiers de sa marchandise vers la Russie, qui est parfois l'unique client de certains biens, comme les viandes ou les postes de télévision.

« Dans les conditions actuelles, un prêt de l'UE ou du FMI semble totalement improbable »

DANS LE QUOTIDIEN RUSSE « MOSKOVSKI KOMSOMOLETS »

Jusqu'à présent, le pouvoir a réussi à enrayer le mouvement de grève - en brandissant la menace de licenciements ou de délocalisations - dans les grandes entreprises d'Etat (la construction mécanique, notamment), qui constituent le socle de l'économie. Les débrayages se poursuivent toutefois dans les mines de potasse de Belaruskali, premier producteur mondial. Par tout, une sourde colère prévaut, pesant sur la productivité des entreprises à hauteur d'au moins 25 %, selon une bonne source.

La contraction du PIB pourrait atteindre 5 % cette année, selon les analystes de Fitch. « Donner un milliard à Loukachenko, même deux milliards, c'est absolument inutile. Il dépensera tout dans des entreprises subventionnées, dans ses propres formes collectives et publiques », lâche l'économiste Leonid Zaiko.

Le numérique, secteur clé en Biélorussie, même s'il ne représente que 6 % du PIB, est lui aussi en ébullition. Contrariés par les coupures répétées d'internet et les requalifications, quelque 2 000 acteurs de technologies de l'information (IT), installés dans le Hi-Tech Park, la Silicon Valley de Minsk, ont signé une pétition, réclamant de nouvelles élections, la fin des violences policières, et ont menacé de quitter le pays. Ces entreprises (900 au total) sont désormais dans le collimateur du pouvoir, qui avait pourtant facilité leur essor. Après une descente la police, le géant russe Yandex a fermé ses bureaux de Minsk, l'application Viber a fait de même, temporairement, la semaine dernière. D'autres songent à partir en Russie, en Ukraine ou en Turquie. ■

# La récession en Italie pourrait être moins sévère que prévu

Malgré une révision à la baisse de l'évolution du PIB au printemps, des signes de rebond se multiplient.

VALÉRIE SEGOND  
@ValSegond  
ROME

**ZONE EURO** « L'impact de l'épidémie et du confinement sur l'économie italienne a bien été exceptionnel », reconnaît d'emblée l'Istat, l'Insee local, qui a révisé l'effondrement du PIB au deuxième trimestre, à -12,8 % par rapport au premier (contre -12,4 % il y a un mois), et à -17,7 % sur un an. Une « révision modeste », se réjouit le ministre de l'Économie, Roberto Gualtieri, mais qui confirme que tous les moteurs de l'économie ont été touchés de plein fouet. À commencer par la consommation (-11,3 % par rapport au premier trimestre) dont

la contribution à la croissance est traditionnellement élevée, l'investissement privé (-14,9 %) et les exportations qui ont plongé d'un quart. Concommercio estime que plus de 71 milliards d'euros de dépenses des ménages ont manqué ce trimestre, et qu'il en manquera 116 milliards sur l'année, soit une moyenne de 1 900 euros par tête.

Pourtant, les données récentes évoquent plus un trou d'air qu'une dépression durable : « La consommation des ménages italiens en juillet et août a été proche des niveaux d'avant-crise, les dépassant même dans certaines composantes en août », dit le ministre qui s'appuie sur les rentrées fiscales. De même, les com-

-12,8 %  
Baisse du PIB italien au deuxième trimestre

mandes des entreprises ont-elles fortement rebondi. Au point que le directeur de la recherche économique du centre d'analyse REF, Fedele De Novellis, souligne que « l'activité a rebondi de 10 à 13 % au troisième trimestre, le tourisme ayant été moins mauvais qu'attendu grâce aux Italiens ».

## Numerisation en progrès

Certes, la pérennité du rebond n'est pas acquise : « Cela dépend beaucoup de notre capacité à gérer la contagion, notamment cet hiver », affirme Fedele De Novellis. Et ce n'est que lorsqu'on aura passé la crise sanitaire, avec le vaccin et des traitements efficaces, que l'investissement repartira vraiment. » Reste que la crise sanitai-

re et le télétravail n'auront pas été totalement négatifs pour les entreprises italiennes très en retard sur la numérisation. « On a observé une accélération des investissements informatiques qui pourrait durer, car ce changement des organisations pourrait se révéler irréversible », affirme Fedele De Novellis. Qui ajoute : « Cela pourrait accélérer les gains de productivité, avec une organisation à la fois plus agile et plus écologique, ce dont les entreprises italiennes avaient précisément besoin. »

En fin, la situation italienne pourrait même être moins grave que ce qu'annonçaient les pires des prévisions, celles du FMI notamment qui tablaient sur une

chute de 12,8 % de l'activité cette année. Fedele prévoit plutôt une baisse de 9 % pour 2020, soit une estimation proche des dernières prévisions du gouvernement, de -8 %. Si tout le monde avait pris l'habitude de voir en Italie l'homme malade de l'Europe, la gestion du Covid pourrait bien rebattre la hiérarchie des Etats les plus faibles. « Ce n'est plus la situation financière des Etats qui est déterminante aujourd'hui, mais leur capacité à gérer la crise sanitaire sans mettre à plat toute leur économie, dit Fedele De Novellis. Et sur ce plan, l'Italie, qui a pris nombre de précautions, est pour l'instant meilleure que les autres », assure l'économiste. ■